

# La dette et l'austérité en Europe

François Sana

Mai 2014

Avec le soutien de \_\_\_\_\_



L'Europe pour  
les citoyens



Wallonie



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES



RÉGION DE  
BRUXELLES-  
CAPITALE

## ***Pour la Solidarité – PLS***

Fondé à Bruxelles en 2002, ***Pour La Solidarité – PLS*** est un laboratoire d'idées indépendant qui œuvre en faveur de l'Europe solidaire et durable. Engagé à penser et à construire l'amélioration sociétale, ***Pour la Solidarité – PLS*** met au service des décideurs ses réflexions et actions centrées sur la valeur de solidarité.

### **MISSIONS**

En tant que think & do tank spécialisé en matières européennes, ***Pour la Solidarité*** se consacre à la formulation de propositions et recommandations de politiques publiques, à l'accompagnement personnalisé d'acteurs publics et privés sous forme de conseil et de formation et à la gestion d'espaces pluriels d'information et de dialogue.

### **FAIRE RÉSEAU**

Animé par la volonté de créer des liens de coopération, ***PLS*** conseille les acteurs clés (pouvoirs publics, entreprises et organisations de la société civile) et les fédère en un vaste réseau ouvert de partenaires européens. Grâce à cette communauté d'alliances, ***Pour la Solidarité – PLS*** développe de nombreux projets transnationaux.

### **COLLECTION ÉDITORIALE**

***Pour la Solidarité – PLS*** édite une série de publications périodiques, disponibles en version papier et digitale sur son portail web. Les Cahiers Pour la Solidarité présentent les résultats de recherches comparatives européennes, les Working Papers donnent un éclairage sur des enjeux d'actualité, les Études & Dossiers apportent analyse et réflexion sur des sujets innovants. Le Télex Pour la Solidarité, lettre électronique mensuelle, permet de suivre l'actualité européenne.

### **VEILLE EUROPÉENNE**

Quatre Observatoires européens et leurs newsletters consultables en ligne, recensent de façon thématique les bonnes pratiques et l'actualité en matière d'Économie sociale, de Diversité, de Participation citoyenne et de Logement durable.

### **FAVORISER LE DIALOGUE**

***PLS*** organise et participe à de nombreuses rencontres et conférences au niveau européen. Sa présence à Bruxelles et son réseau de partenaires dans les États membres lui permettent d'être présent dans des lieux de discussion pour échanger et débattre de l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

### **DE L'IDÉE AU PROJET**

Fort de son expérience décennale en matière d'accès aux financements européens, ***Pour la Solidarité*** multiplie les initiatives sur le terrain et accompagne les acteurs politiques, économiques et sociaux en délivrant de façon dédiée des services de conseil, de formation et de veille spécialisée.

***Pour la Solidarité – PLS*** concentre ses activités sur cinq axes directeurs :

- Affaires sociales
- Économie sociale
- Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et Diversité
- Développement durable
- Participation citoyenne

# Sommaire

Sommaire .....	3
Avant-propos .....	4
I. La dette publique au sens de Maastricht .....	5
II. La situation des pays de l'UE en 2013 comparée à 2006 .....	7
III. Les politiques d'austérité ont-elles permis de résoudre le problème de la dette publique ?.....	9
Conclusion.....	13
Bibliographie sélective .....	14

## Avant-propos

Depuis le Traité sur l'Union européenne, ou Traité de Maastricht, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1993, la question de la maîtrise de la dette publique est inscrite dans les politiques européennes. En effet, ce Traité instaure comme critère de convergence pour les États désirant entrer dans la future union monétaire l'obligation d'avoir une dette publique en-dessous du seuil de 60% du PIB.

Pendant longtemps, on a pu croire que le problème de la dette publique était réservé aux pays pauvres mais depuis la crise de 2008 et l'explosion des dettes publiques en Europe, la question de la gestion de la dette est également devenue un enjeu majeur pour les pays riches.

Dès 2010, des plans d'austérité se sont développés un peu partout en Europe. Ils furent conçus dans l'espoir de diminuer les déficits et les dettes publiques afin de relancer la croissance créatrice d'emplois. Après quatre ans de mise en œuvre des politiques d'austérité, l'échec est total. Les déficits se maintiennent, les dettes publiques augmentent presque partout en Europe, la croissance stagne, le chômage et les inégalités croissent.

Pourtant, beaucoup d'économistes avaient prévu l'inefficacité de ces mesures non seulement sur le plan économique mais aussi d'un point de vue social. Selon nous, il aurait été beaucoup plus judicieux d'opérer une relance sélective et de développer des investissements publics dans les secteurs créateurs d'emploi et à forte valeur ajoutée environnementale.

Les dirigeants européens ont opéré de mauvais choix. Nous espérons que les responsables politiques en tireront les conséquences et que les citoyens européens, face aux urnes, préféreront les candidats en faveur d'une relance économique plutôt que ceux qui prônent encore et toujours l'austérité.

Il en va bien de la solidarité en Europe...

Denis Stokkink, Président de *Pour la Solidarité* et François Sana, Chargé de projets

## I. La dette publique au sens de Maastricht

Le Traité de Maastricht, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1993, a défini cinq critères de convergences pour les pays désirant adopter l'euro. Parmi ces critères, deux concernent les déficits publics. Le déficit public ne doit pas dépasser les 3% du PIB pour l'ensemble des administrations publiques. La dette publique quant à elle ne peut dépasser le seuil des 60% du PIB.

Les données officielles (provenant d'Eurostat) que nous allons examiner concernent la dette publique définie au sens de Maastricht. Celle-ci subdivise l'administration publique en quatre sous-secteurs : l'administration centrale, les administrations d'États fédérés, les administrations locales et les administrations de sécurité sociale. En Europe (UE 28), le sous-secteur « administrations d'États fédérés » ne concerne que 4 pays : la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne et l'Autriche. Il s'agit d'une dette brute, c'est-à-dire que seuls les passifs entrent en considération. On l'oublie trop souvent mais les États n'ont pas que des dettes ! Ils possèdent aussi toute une série d'actifs financiers qui, lorsqu'ils sont pris en compte, peuvent donner une image totalement différente de la situation des finances publiques<sup>1</sup>. C'est une dette explicite, une dette contractuelle. Une série de garanties et d'obligations ne sont pas comptabilisées (par exemple les garanties octroyées aux banques), ce qui peut changer aussi complètement la donne<sup>2</sup>. La dette au sens de Maastricht est consolidée : on exclut du montant de la dette les créances détenues par une administration publique sur une autre. Ainsi, par exemple, en Belgique, on enlèvera du montant total de la dette publique les titres de la dette publique wallonne que détient le Trésor (l'Etat fédéral). Enfin, la dette au sens de Maastricht est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal. Ainsi, les intérêts courus non échus ou les fluctuations des cours des titres ne sont pas intégrés, alors que la réévaluation de la valeur de remboursement des titres indexés sur l'inflation est prise en compte<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet le site : <http://jubileedebt.org.uk/countries>

<sup>2</sup> Voir notamment cet article à ce propos : <http://bit.ly/R2v7KU>

<sup>3</sup> INSEE, <http://www.insee.fr/fr/> : <http://bit.ly/1t9CzTu>

Qu'est-ce qui a changé depuis Maastricht en ce qui concerne les déficits et les dettes publiques ?

- Le Pacte de stabilité et de croissance, ou PSC, a été adopté au Conseil européen d'Amsterdam le 17 juin 1997. C'est l'instrument que les pays de la zone euro ont défini afin de coordonner leurs politiques budgétaires nationales et d'éviter l'apparition de déficits publics excessifs. Il impose aux États de la zone euro d'avoir à **terme** des budgets proches de l'équilibre ou excédentaires. Les États membres doivent toujours maintenir leurs déficits et leurs dettes publiques en dessous des seuils fixés respectivement à 3 % et à 60 % du PIB. Le PSC clarifie et accélère la procédure de déficit excessif (PDE). Celle-ci est enclenchée dès qu'un État membre dépasse le critère de déficit public fixé à 3 % du PIB, sauf en cas de circonstances exceptionnelles. Le Conseil Ecofin adresse alors des recommandations pour que l'État mette fin à cette situation. Ensuite, si le déficit excessif n'est pas comblé, le Conseil peut prendre des sanctions : dépôt du dossier auprès de la Banque centrale européenne (BCE) qui peut aboutir à une amende (de 0,2 à 0,5 % du PIB de l'État en question). À l'heure actuelle (au 5 mars 2014), 17 pays européens (dont la Belgique et la France) font l'objet d'une PDE.
- Ce Pacte a été renforcé par le Six-Pack, un ensemble de cinq règlements et d'une directive proposés par la Commission européenne et approuvés par les 27 États membres de l'UE ainsi que par le Parlement européen en octobre 2011. Une des nouveautés que le Six-Pack introduit est que, dorénavant, les États devront avoir un déficit structurel (non lié à la conjoncture) à moyen terme limité à 1 % du PIB. En ce qui concerne la dette publique, le Six-Pack impose ceci : les pays dont la dette publique excède les 60% du PIB doivent en réduire l'écart au rythme moyen d'un vingtième par an. Le Pacte budgétaire européen, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et officiellement appelé Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) va encore plus loin : la limite du déficit structurel à moyen terme est désormais portée à 0.5%. Enfin, le Two-Pack, entré en vigueur le 30 mai 2013 complète lui aussi le PSC. Il n'introduit aucune nouvelle exigence mais vise à améliorer la coordination des politiques budgétaires et la gouvernance économique des pays de la zone euro.

## II. La situation des pays de l'UE en 2013 comparée à 2006

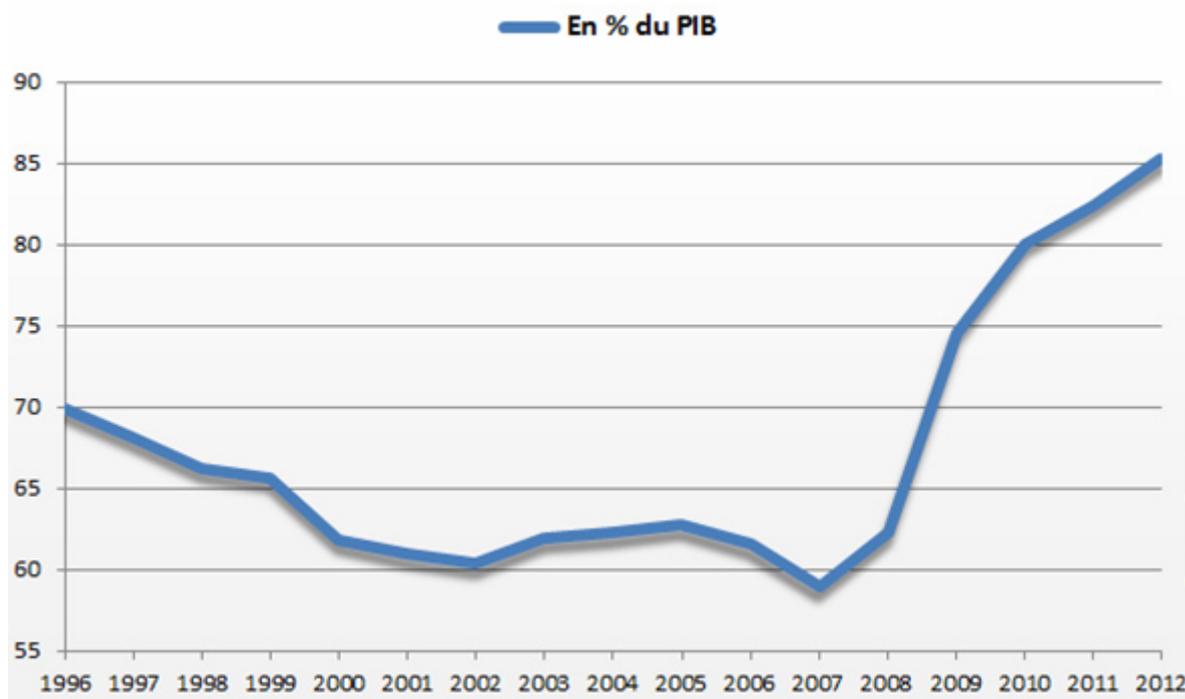
La crise ayant commencé en Europe en 2008, regardons la situation de la dette des pays européens (par rapport à leurs PIB respectifs) dès 2006 et examinons son évolution jusqu'en 2013.

GEO/TIME	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
EU 28	:	:	:	74,3	79,8	82,3	85,1	87,1
EU 27	61,5	58,9	62,2	74,5	80,0	82,4	85,2	87,4
Euro area (18 countries)	68,5	66,2	70,1	79,9	85,4	87,2	90,5	92,6
Belgium	87,9	84,0	89,2	95,7	95,7	98,0	99,8	101,5
Bulgaria	21,6	17,2	13,7	14,6	16,2	16,3	18,5	18,9
Czech Republic	28,3	27,9	28,7	34,6	38,4	41,4	46,2	46,0
Denmark	32,1	27,1	33,4	40,7	42,7	46,4	45,4	44,5
Germany (until 1990 former territory of the FRG)	68,0	65,2	66,8	74,5	82,5	80,0	81,0	78,4
Estonia	4,4	3,7	4,5	7,1	6,7	6,1	9,8	10,0
Ireland	24,6	24,9	44,2	64,4	91,2	104,1	117,4	123,7
Greece	106,1	107,4	112,9	129,7	148,3	170,3	156,9	175,1
Spain	39,7	36,3	40,2	54,0	61,7	70,5	86,0	93,9
France	63,7	64,2	68,2	79,2	82,4	85,8	90,2	93,5
Croatia	:	:	:	36,6	44,9	51,6	55,5	67,1
Italy	106,3	103,3	106,1	116,4	119,3	120,7	127,0	132,6
Cyprus	64,7	58,8	48,9	58,5	61,3	71,5	86,6	111,7
Latvia	10,7	9,0	19,8	36,9	44,4	41,9	40,6	38,1
Lithuania	17,9	16,8	15,5	29,3	37,8	38,3	40,5	39,4
Luxembourg	6,7	6,7	14,4	15,5	19,5	18,7	21,7	23,1
Hungary	65,9	67,0	73,0	79,8	82,2	82,1	79,8	79,2
Malta	62,5	60,7	60,9	66,5	66,8	69,5	71,3	73,0
Netherlands	47,4	45,3	58,5	60,8	63,4	65,7	71,3	73,5
Austria	62,3	60,2	63,8	69,2	72,3	72,8	74,0	74,5
Poland	47,7	45,0	47,1	50,9	54,9	56,2	55,6	57,0
Portugal	69,4	68,4	71,7	83,7	94,0	108,2	124,1	129,0
Romania	12,4	12,8	13,4	23,6	30,5	34,7	37,9	38,4
Slovenia	26,4	23,1	22,0	35,2	38,7	47,1	54,4	71,7
Slovakia	30,5	29,6	27,9	35,6	41,0	43,4	52,4	55,4
Finland	39,6	35,2	33,9	43,5	48,7	49,2	53,6	57,0
Sweden	45,3	40,2	38,8	42,6	39,4	38,6	38,2	40,6
United Kingdom	42,7	43,7	51,9	67,1	78,4	84,3	88,7	90,6

Source : Eurostat

Le graphe suivant montre l'évolution de la dette publique des 27 pays membres (on ne dispose des chiffres croates qu'à partir de l'année 2009).

### La dette publique brute de l'UE 27



Source : Eurostat

On constate une explosion des dettes publiques en Europe à partir de 2008. Alors qu'en 2007, la dette publique européenne était passée sous la barre des 60%, dès 2008, elle repassait au-dessus de la barre pour atteindre les 87,1% en 2013<sup>5</sup>. Une augmentation spectaculaire et historique de plus de 25 points en 5 ans ! La crise et les plans d'austérité sont évidemment passés par là. On voit qu'en ce qui concerne les pays de la zone euro, seuls 5 pays sur les 18 restent sous la barre des 60% d'endettement public autorisé par Maastricht : l'Estonie, la Finlande, la Lettonie (qui a rejoint la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier dernier), le Luxembourg et la Slovaquie. On notera les taux très bas du Luxembourg (23,1% en 2013) et de l'Estonie (10,0% en 2013). Par contre, lorsqu'on regarde les 10 pays membres de l'UE mais non eurozone (EZ), on constate que seuls le Royaume-Uni, la Hongrie et la Croatie dépassent le seuil en 2013<sup>6</sup>. Les données nous montrent aussi qu'aucun pays ne se désendette par rapport à son niveau de 2007.

<sup>5</sup> Eurostat, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/> : <http://bit.ly/1pqYPsv>

<sup>6</sup> Nous ne voulons pas suggérer que l'euro est une mauvaise chose. Le débat est très complexe et ce n'est pas le lieu ici de le développer. Simplement, au vu des données présentées ci-dessus, il semble que l'adoption de l'euro n'aide pas les pays à régler leurs problèmes de dette publique.

### III. Les politiques d'austérité ont-elles permis de résoudre le problème de la dette publique ?

La crise financière internationale de 2008 a plongé l'Europe dans une situation d'incertitude et d'instabilité économiques. Pour sauver le système bancaire européen, un plan de sauvetage sans précédent des institutions financières a été mis en œuvre. Ce plan a contribué à l'explosion des dettes publiques en Europe. En effet, de 2008 à 2011, la Commission a approuvé 4.500 milliards d'euros d'aide à destination du secteur financier (soit 36.7% du PIB de l'UE) afin de renflouer les banques<sup>7</sup>. Après le choc, les gouvernements européens sont parvenus à un premier consensus concernant la nécessité d'une réponse urgente à la faiblesse de la demande et à la perte de confiance des marchés par le biais d'une injection de pouvoir d'achat. Le but était de stimuler la demande et les investissements dans un souci de maintien de la compétitivité grâce à un programme de relance très modéré qui eut lieu de 2008 à 2010. La création d'emplois, le renforcement de la sécurité sociale et la hausse des investissements économiques que le programme visait coûta en tout 200 milliards d'euros aux pays européens. La vaste majorité des dettes que les pays de l'UE tentent de rembourser actuellement ont été accumulées à la suite du plan de sauvetage des institutions financières et non pas comme certains le prétendent à cause des mesures de relance de 2008–2010.



Figure 1 fr.png

8

<sup>7</sup> Commission européenne (2012), *Tackling the financial crisis*, <http://ec.europa.eu> : <http://bit.ly/1evDggv>

<sup>8</sup> Figure tirée de l'excellent rapport d'Oxfam, *Le piège de l'austérité*, septembre 2013

Dès 2010, on assiste à un tournant dans les politiques menées en Europe. Brusquement, on passe des mesures de relance à des mesures d'austérité. Certains pays n'ont pas eu le choix. Ainsi, la Grèce, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal ont été forcés de prendre des mesures d'austérité comme il était stipulé dans les clauses des accords de renflouement conclus avec la Banque centrale européenne (BCE), la Commission européenne (CE) et le Fonds monétaire international (FMI), trois institutions appelées Troïka dans les médias. D'autres pays tels que le Royaume-Uni ont souverainement choisi de prendre des mesures d'austérité.

Après quatre ans de mise en œuvre, l'austérité n'a pas atteint ses objectifs officiels : les budgets restent en déficit et le niveau de la dette continue à progresser. Le tableau suivant illustre les soldes primaires des pays européens<sup>9</sup>.

GEO/TIME	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
EU 28	:	:	:	:	-3,8	-1,5	-1,0	-0,5
EU 27	1,1	1,8	0,3	-4,2	-3,8	-1,5	-1,0	-0,5
Euro area (18 countries)	1,5	2,3	0,9	-3,5	-3,4	-1,1	-0,6	-0,1
Belgium	4,3	3,8	2,8	-1,9	-0,5	-0,5	-0,7	0,6
Bulgaria	3,2	2,3	2,6	-3,6	-2,4	-1,2	0,1	-0,7
Czech Republic	-1,3	0,4	-1,2	-4,5	-3,3	-1,8	-2,7	-0,1
Denmark	6,8	6,4	4,7	-0,9	-0,9	-0,1	-2,2	0,7
Germany (until 1990 former territory of the FRG)	1,2	3,0	2,7	-0,4	-1,6	1,7	2,5	2,2
Estonia	2,6	2,6	-2,7	-1,8	0,3	1,2	-0,1	0,0
Ireland	3,9	1,2	-6,1	-11,6	-27,5	-9,9	-4,5	-2,5
Greece	:	:	:	:	-5,1	-2,4	-3,9	-8,7
Spain	4,0	3,6	-2,9	-9,3	-7,7	-7,0	-7,6	-3,7
France	0,3	0,0	-0,4	-5,1	-4,6	-2,5	-2,3	-2,0
Croatia	:	:	:	:	-4,1	-5,2	-2,0	-1,9
Italy	1,2	3,4	2,5	-0,8	0,1	1,2	2,5	2,2
Cyprus	2,1	6,5	3,8	-3,6	-3,0	-4,0	-3,2	-2,0
Latvia	-0,1	-0,3	-3,8	-7,6	-6,8	-2,0	0,0	0,7
Lithuania	0,3	-0,3	-2,6	-8,2	-5,4	-3,7	-1,4	-0,5
Luxembourg	1,5	3,9	3,5	-0,3	-0,3	0,7	0,5	0,6
Hungary	-5,5	-1,0	0,5	0,1	-0,2	8,5	2,2	2,1
Malta	0,7	0,9	-1,5	-0,6	-0,6	0,3	-0,2	0,2
Netherlands	2,7	2,4	2,7	-3,4	-3,1	-2,3	-2,2	-0,7
Austria	1,2	1,9	1,7	-1,3	-1,8	0,2	0,0	1,0

<sup>9</sup> On qualifie de solde primaire la situation budgétaire d'un État endetté avant le paiement du service de la dette. On parlera donc de déficit primaire ou d'excédent primaire, même si au final, le budget accuse un déficit. Ce type de solde est utilisé comme révélateur de l'équilibre budgétaire réel de l'État à un moment donné, en lui retranchant le poids de ses déficits passés qu'incarne la dette.

Poland	-1,0	0,4	-1,5	-4,8	-5,1	-2,4	-1,0	-1,7
Portugal	-1,8	-0,2	-0,6	-7,3	-7,0	-0,3	-2,1	-0,6
Romania	-1,4	-2,2	-5,0	-7,5	-5,3	-3,9	-1,2	-0,5
Slovenia	0,0	1,2	-0,8	-5,0	-4,2	-4,5	-1,9	-12,1
Slovakia	-1,7	-0,4	-0,8	-6,6	-6,2	-3,2	-2,7	-0,8
Finland	5,6	6,8	5,8	-1,3	-1,4	0,4	-0,8	-1,2
Sweden	3,9	5,3	3,8	0,2	1,1	1,2	0,2	-0,5
United Kingdom	-0,8	-0,7	-2,7	-9,4	-7,1	-4,4	-3,1	-2,8
Iceland	8,5	8,0	-10,2	-3,4	-4,5	-0,4	1,8	:
Norway	20,0	18,8	20,2	12,1	12,5	14,7	:	:

Source : Eurostat

On observe que la quasi-totalité des pays européens connaissent un déficit primaire. C'est notamment le cas en Grèce où les déficits ont même augmenté depuis 2011 malgré les plans d'austérité. À l'exception de la Hongrie, de la Lettonie et de la Roumanie, tous les pays européens font état d'un solde primaire en 2013 inférieur à celui de 2007. De plus, au niveau social, les inégalités et la pauvreté ont augmenté en Europe depuis 2010<sup>10</sup>. L'échec de ces politiques semble total.

L'Islande, pays non membre de l'UE, s'en sort mieux. La croissance y est de retour grâce à l'augmentation des impôts des familles à revenus élevés, à la protection des familles à revenus bas et intermédiaires et à la hausse des salaires réels de 1.5%<sup>11</sup>. La Norvège aussi connaît une trajectoire intéressante, avec une croissance forte<sup>12</sup>. Ces deux pays montrent concrètement que d'autres stratégies économiques sont possibles.

---

<sup>10</sup> Oxfam, *op. cit.*, p.17.

<sup>11</sup> Pour plus d'infos à ce sujet, voir cet article du journal Libération, <http://www.liberation.fr/> <http://bit.ly/Qpj6yU>. Nous traiterons plus en détail du cas islandais dans un prochain Working Paper.

<sup>12</sup> Il convient ici de préciser que la croissance n'est pas une chose bonne en soi. Mais dans le cadre actuel de nos sociétés basées sur la croissance, en l'absence de stratégie alternative globale, la croissance reste nécessaire pour améliorer les conditions sociales de la population européenne.

## L'endettement nuit-il à la croissance ?

- Les politiques d'austérité ont été justifiées par différents travaux d'économistes. Parmi ceux-ci, une étude datant de 2010 de deux professeurs de Harvard, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff a marqué les esprits. D'après eux, un taux d'endettement public supérieur à 90% du PIB entraîne systématiquement une baisse du taux de croissance. Leur démonstration eut une influence majeure sur les plans d'austérité mis en œuvre en Europe. Olli Rehn, le Commissaire européen aux Affaires économiques cita à de nombreuses reprises leur étude afin de pousser les pays européens en difficulté à prendre des mesures de rigueur.
- En 2013, deux étudiants américains ont identifié plusieurs erreurs dans les formules de calculs utilisées par les deux experts de Harvard. De plus, des données de certains pays ont été exclues sans motif justifiable. Face au tollé déclenché par ces découvertes, Reinhart et Rogoff ont reconnu leurs erreurs mais ils ont maintenu leur conclusion...
- Enfin, en février dernier, une étude réalisée par trois experts du FMI montre qu'il n'y a aucune preuve d'un seuil particulier d'endettement au-dessus duquel les perspectives de croissance à moyen terme seraient significativement compromises.
- Des excuses pour les peuples qui souffrent d'une austérité inutile « justifiée » par ces travaux ? Un changement dans les politiques européennes après les erreurs révélées ? On attend toujours...

13

Laissons la parole à Joseph Stiglitz (lauréat du prix Nobel d'économie en 2001 et ex-économiste en chef de la Banque mondiale) en guise de conclusion.

« La vague d'austérité économique qui s'est propagée en Europe à la suite de la crise économique qui a débuté en 2008 risque d'endommager sérieusement et de façon permanente le modèle social depuis longtemps cher à l'Europe. Tel que le prévoient depuis longtemps les économistes (y compris moi), l'austérité n'a fait que paralyser la croissance de l'Europe, avec des progrès en matière de finances publiques toujours aussi décevants. Pire, elle contribue aux inégalités qui affaibliront à plus long terme la situation économique, et contribueront à la souffrance des sans-emplois et des personnes pauvres pour de nombreuses années. »<sup>14</sup> « J'aimerais qu'Angela Merkel comprenne que l'austérité affaiblit l'économie. Elle augmente le chômage, diminue les salaires et creuse les inégalités. Il n'existe aucun exemple de grande économie pour laquelle l'austérité a permis la reprise de la croissance. »<sup>15</sup>

<sup>13</sup> FMI, <http://www.imf.org/> : <http://bit.ly/MR0Lsy>

<sup>14</sup> Oxfam, *op. cit.*, p.2.

<sup>15</sup> J. Smialek (2013), *Stiglitz says more fiscal stimulus needed in U.S.: Tom Keene*, Bloomberg, <http://www.bloomberg.com/> : <http://bloom.bg/1k7OgWE>

## Conclusion

Alors que le système financier et ses dérapages sont à l'origine de la crise, ce sont les citoyens européens qui doivent en assumer le poids. Dès 2010, les différents gouvernements européens ont réagi en prenant des mesures d'austérité qui se sont avérées inefficaces tant d'un point de vue économique (absence de diminution des dettes et des déficits, absence de reprise de la croissance) que social (augmentation des inégalités et de la pauvreté). D'après Oxfam, « avec l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, l'Europe doit faire face à une décennie perdue. »<sup>16</sup> Pire encore, constate l'ONG, « dix à 25 ans pourraient être nécessaires pour retrouver des niveaux de pauvreté antérieurs à ceux de 2008 en Europe. »<sup>17</sup>

Comme nous le disions déjà en mai 2013,

*« Même les hérauts les plus fervents du libéralisme économique le reconnaissent : ils se sont trompés dans leur volonté répétée d'une austérité touchant les plus faibles. Celle-ci est contre-productive, comme l'a reconnu récemment le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, après également l'aveu de l'économiste en chef du FMI. Même leurs références scientifiques les plus prestigieuses, telles que des professeurs d'Harvard, se sont avérées au mieux présenter des erreurs, mais sans doute aussi des mensonges. Malheureusement, le mal est fait, les populations souffrent, les économies européennes sont et restent en berne, et il faudra du temps pour réparer les dégâts causés par ces messieurs qui oublient trop souvent que l'économie est une science humaine. »<sup>18</sup>*

Plus que jamais, nous avons besoin d'un nouveau modèle économique et social plus juste, qui donne une place à chacun, dans le respect des limites écologiques de notre planète. Aux plans d'austérité stériles n'est-il pas temps pour l'Europe de substituer des plans de prospérité partagée ?

---

<sup>16</sup> Oxfam, *op.cit.* p.3.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p.4.

<sup>18</sup> Edito du Téléx de la Solidarité du 02/05/13.

## Bibliographie sélective

Alternatives économiques, *Maîtriser la dette publique : les leçons de l'histoire*, Paris, 2014, 112 p.

ATTAC, *Le piège de la dette publique*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2011, 192 p.

CADTM, *65 questions, 65 réponses sur la dette, le FMI et la banque mondiale*, Paris, Syllepse, 2012, 243 p.

David Graeber, *La dette : 5000 ans d'histoire*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2013, 624 p.

GRESEA, *Le FMI*, janvier/février/mars 2014, 40 p.

Bernard Lietaer, C. Arnsperger, S. Goerner, S. Brunnhuber, *Halte à la toute-puissance des banques*, Paris, Odile Jacob, 2012, 295 p.

Oxfam, *Le piège de l'austérité*, septembre 2013, 42 p.

Ann Pettifor, *The Coming First-World Debt Crisis*, Londres, Palgrave-Macmillan, 2006, 200 p.

Ann Pettifor, *Just Money: How Society Can Break the Despotism of Finance*, Kindle Edition, 2014, 98 p.

Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, *Cette fois, c'est différent, huit siècles de folie financière*, Paris, Pearson Education France, 2010, 469 p.

Joseph E. Stiglitz, *Le prix de l'inégalité*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2012, 510 p.

R. Wilkinson et K. Pickett, *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*, Londres, Penguin, 2010, 400 p.



*Ce Working Paper est une publication électronique qui peut à tout moment être améliorée par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.*

*Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur, et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations.*

# Collection des publications Pour la Solidarité

*Directeur éditorial : Denis Stokkink*

Aperçu de nos récentes publications :

## **Working Papers Pour la Solidarité** *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

**L'inclusion sociale et l'insertion socioprofessionnelle des détenus et ex-détenus : politiques et directives européennes.**

Sophie Pinilla, mars 2014

**Art & handicap en Belgique francophone.**

Sanjin Plakalo, février 2014

**Les métiers de la création et de la culture dans la Stratégie Europe 2020.**

Élise Dubetz, février 2014

**Le système public suédois des retraites au prisme de la méthode ouverte de coordination : identification d'une « bonne pratique ».**

Hélène Gire, février 2014

**Les discriminations sur les réseaux sociaux.**

Céline Brandeleer, décembre 2013

**L'Europe sociale face à la crise, quels enjeux en matière d'emploi ?**

Margaux Prival, septembre 2013

**Pourquoi et comment l'Etat doit-il soutenir la demande de services à la personne ?**

Fanny Cools, septembre 2013

**L'économie sociale dans le secteur de l'énergie : le cas des coopératives d'énergie renouvelable en Europe.**

Pol Cadic et Alexandra Collin, juillet 2013

## **Cahiers Pour la Solidarité** *Résultats de recherches comparatives européennes*

**La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie.**

Sanjin Plakalo, mars 2013

**Les primo-arrivants face à l'emploi en Wallonie et à Bruxelles.**

Elise Dubetz, septembre 2012

**Les Emplois Verts, une nouvelle opportunité d'inclusion sociale en Europe.**

Lise Barutel & autres auteurs, mai 2012

## **Études & Dossiers Pour la Solidarité** *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

**Les enjeux santé & logement en Région bruxelloise.**

Rachida Bensliman, septembre 2013

**L'impact de la 6<sup>e</sup> réforme de l'État belge sur sa représentation au Conseil de l'UE : le cas de la filière emploi.**

François Moureau, mars 2013

**Services de proximité & nouvelles technologies : une union prometteuse pour l'économie plurielle.**

Fanny Cools, septembre 2012



Rue Coenraets, 66  
1060 Bruxelles - Belgique

[www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)  
[info@pourlasolidarite.eu](mailto:info@pourlasolidarite.eu)

Tél. : +32.2.535.06.88  
Fax : +32.2.539.13.04

